



Interviewer : Johnny Yannick Nalimo

Interviewé : Clément de Boutet M'Bamba

Objet : la problématique de la rivière Oubangui

Questionnaire

Johnny Yannick Nalimo (JYN) : Bonjour Monsieur Clément de Boutet M'Bamba. Dans l'une de vos tribunes que l'on peut encore retrouver sur le web, vous y détaillez de manière objective la question de la gestion de la rivière Oubangui et des enjeux multiples qui gravitent tout autour. Pourquoi ce sujet vous tient personnellement à cœur ?

CBM : D'abord pour des raisons personnelles. Zigo mon village est situé au bord de l'Oubangui dans la Basse-Kotto. C'est par le même Oubangui que mon grand-père est arrivé à Bangui au début des années 60 et c'est sur le fleuve qu'il a vécu, plus précisément à l'île des singes en face de Lakouanga où je réside et à côté d'un cours d'eau, La KOUANGA qui a disparu. Je suis donc voisin du fleuve et je constate année après année une évolution de celui-ci. Ensuite à cause de l'importance que représente l'Oubangui pour notre pays. Enfin, je fus sensibilisé très tôt aux questions environnementales.

JYN : D'où viennent les eaux qui forment le bassin de l'Oubangui ?

CBM : L'Oubangui naît de la rencontre du Mbomou, un cours d'eau qui fait frontière entre la RCA et la RDC et qui prend sa source dans la zone des trois frontières et de l'Uélé, un cours d'eau qui prend sa source au Congo vers la frontière Ougandaise. De sa confluence jusqu'à sa rencontre avec le fleuve Congo, il reçoit essentiellement des cours d'eau venant du Centrafrique. La Kotto, la Ouaka, le Mpoko, la Lobaye, l'Ombella. Les eaux de l'Oubangui viennent essentiellement de la République Démocratique du Congo et de la République Centrafricaine.

JYN : En dehors du déplorable virus écologique qu'est le réchauffement climatique, quels sont les dangers qui guettent la survie de l'Oubangui ?

CBM : L'Oubangui a entamé depuis plusieurs décennies un processus de tarissement qui semble irréversible. Au début du siècle dernier, la rupture de navigation entre Bangui et Brazzaville/Kinshasa était inférieure à 80 jours par an. De nos jours, elle varie entre 200 et 220 jours par an. En cent ans, la période de navigabilité sur l'Oubangui fut divisée par 2,5. Cette réduction est la première manifestation de la mauvaise santé du fleuve. Ensuite il y a le barrage de Mobaye, mal pensé qui a modifié l'écologie de l'Oubangui. Enfin il y a l'érosion, l'absence de dragage depuis une éternité, la pression démographique, la pollution, l'état des berges, etc.

À ces dangers physiques, il faut ajouter des dangers structurels. Il est vrai que notre pays est membre de la CICOS mais au niveau national, il existe aucune structure active pour surveiller non seulement l'Oubangui mais l'ensemble des cours d'eau de notre pays et trouver des solutions là où une intervention est nécessaire. Les balisages ont disparu depuis longtemps et les cartes de navigation datent des années 50 ou 60.

JYN : En évoquant la pollution, pensez-vous que l'état actuel des eaux, même traité, peut affecter d'une manière à l'autre la santé de ceux qui en consomment ?

CBM : Le problème du traitement de l'eau ne peut être exclusivement lié à l'Oubangui car il est national et mérite que l'on s'y attarde parce que c'est une question de santé publique. Pour revenir à votre interrogation et pour se limiter au seul cas de Bangui, nous pouvons dire que la SODECA tue les Banguissois à petit goelet.

D'abord l'offre. Savez-vous que seulement 10% des ménages Banguissois possèdent un branchement individuel à l'eau courante ? Bien qu'étant une ville riveraine, Bangui connaît une pénurie en eau. Ça paraît inexact et pourtant c'est vrai. 75% des ménages se ravitaillent en eau dans les bornes ou des puits et mettent en moyenne entre 30 minutes et 1h00 par jour pour la corvée de l'eau. Ensuite le réseau de distribution ne répond plus aux normes en vigueur dans la plupart des centres urbains du 21ème siècle. Et enfin l'eau distribuée est une bombe à retardement.

JYN : Sur quoi fondez-vous vos arguments ?

CBM : Mr Nalimo, je vous prie de vous rapprocher de l'Université de Bangui, vous y trouverez une quantité impressionnante de rapports et d'enquêtes qui accusent la SODECA d'empoisonnement puisque ceux-ci prouvent que le réseau de distribution et l'eau distribuée sont de piètre qualité.

L'eau de la SODECA est de mauvaise qualité et expose les Banguissois à des risques sanitaires car elle arrive souvent contaminée. Sans être un expert, il suffit d'ouvrir un robinet, d'apprécier le goût, l'odeur et la couleur de l'eau pour s'en persuader. Je reprends ici les mots du Dr Nguimalet du département de Géographie, Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Bangui qui mena en 2005, une analyse bactériologique de l'eau distribuée par la SODECA et qui a conclu à la présence dans celle-ci de colonies de germes tels que les levures et moisissures, etc par une mise en lumière des effets néfastes de la vétusté du réseau sur la qualité de l'eau. Or depuis cette analyse, le réseau de distribution a connu peu d'évolution. Pour s'en convaincre, il suffit juste d'apprécier l'augmentation permanente des pathologies liées à la mauvaise qualité de l'eau consommée.

JYN : Revenons à l'Oubangui. Le Lac Tchad est menacé de disparition, selon les experts de la Commission du Bassin de ce lac, la rivière Oubangui, en dépit de son assèchement drastique, dispose d'assez d'eau pour l'alimenter. Un tel transfert est-il envisageable ?

CBM : Dans la tribune à laquelle vous faisiez allusion au début de notre entretien, j'avais plaidé pour qu'une sérieuse enquête scientifique et d'impact écologique soit menée et à la fin, une consultation référendaire dans les pays qui ont l'Oubangui en partage pour valider le projet de transfert des eaux si cette enquête concluait la faisabilité de celui-ci. Ma conviction personnelle est que ce projet est une utopie, un brouillon fantaisiste qui ne connaîtra probablement jamais un début de réalisation. Mais s'il venait à vivre, j'ai la certitude que l'on corrigera un problème en créant une tragédie. Cinq années se sont écoulées depuis la publication de cette tribune. Le seul pays à avoir porté le sujet fut le Congo Démocratique avec un débat au parlement à Kinshasa. Côté Centrafricain, c'était silence radio, ça l'est toujours.

Il y a quelques mois, la Commission du Bassin du Lac Tchad a rendu publique une étude de faisabilité dudit projet entièrement financé par le Tchad et qui a conclu non seulement à la faisabilité du transfert des eaux de l'Oubangui vers le Lac Tchad mais aussi celles de la rivière Kotto au niveau de Bria. C'est à mourir de rire. On part de l'Oubangui, nous voilà maintenant à la Kotto. Demain ce sera peut-être la Lobaye, le cours d'eau le plus régulier de la RCA.

Au moment où les experts financés par le Tchad rédigeaient leur rapport, il a été prouvé que le sous-sol Tchadien dispose de l'une des plus importantes réserves d'eaux aquifères d'Afrique. L'expérience et les technologies acquises par la Libye dans l'aménagement de la Grande Rivière Artificielle peuvent valablement servir nos amis qui ont un partage physique du Lac Tchad. La solution à ce problème se trouve sous leurs pieds, qu'ils regardent en bas au lieu d'aller 1400Km au sud. Pour l'heure rien n'est signé et nous, fils et filles de Centrafrique, devons veiller à ce qu'il demeure ainsi, une simple utopie. Un brouillon fantaisiste.

JYN : Quels impacts économiques, écologiques et sociaux le transfert de l'Oubangui vers le Lac Tchad peut-il avoir sur la République centrafricaine et particulièrement sur les populations riveraines ?

CBM : Dans le projet initial, il était prévu une centrale hydroélectrique à Palambo à peu près 70 Km de Bangui sur le fleuve et un port à Bouca en plus du canal qui marquerait comme une cicatrice indélébile le territoire centrafricain en le divisant par deux.

Ce projet, au stade où nous en sommes, pose plus de questions qu'il n'apporte de réponse. Le mètre cube d'eau pompé à Palambo sera-t-il gratuit pour les pays riverains direct du lac Tchad ou payant ? Qui en fixe le prix et qui encaisse ? Quelle est la grille de répartition entre les pays du bassin de l'Oubangui ? Si l'eau est gratuite, quelle est la contrepartie des pays ayant un partage physique des eaux du Lac ? Quelle structure gèrera la Centrale hydroélectrique de Palambo ?

Si le barrage de Palambo n'est pas un ouvrage régulateur, le transfert des eaux accentuera le tarissement de l'Oubangui avec pour conséquence, une réduction de la période de navigabilité. Nous savons tous que Mobaye a entraîné une modification de l'écologie de l'Oubangui, ce transfert des eaux accentuera l'impact sur l'ensemble du Bassin du Congo, 2ème poumon du monde puisque l'Oubangui étant le principal affluent du fleuve Congo, le thermostat de cet écosystème.

Les populations riveraines auront moins d'eau, moins de poissons, les saisons seront perturbées et les cycles agricoles connaîtront un dérèglement total et au bout, la famine, la désolation, l'exil.

JYN : Pensiez-vous comme Aron Wolf que « les guerres du XXI siècle éclateront à cause de l'eau » ?

CBM : Oui, l'eau est une ressource stratégique. Ce n'est pas seulement valable pour le 21ème siècle. Il y a eu un nombre incalculable de conflits dans l'histoire de l'humanité à cause de l'eau. C'est pourquoi nous devons nous donner tous les moyens pour que l'eau du Centrafrique ou celle que nous avons en partage avec d'autres ne soit pas gaspillée.

JYN : La crise centrafricaine en cours a-t-elle une cause liée à l'eau ?

CBM : J'ai la faiblesse de croire que non. La crise centrafricaine est avant tout la manifestation de l'échec de la fondation de la République et de son processus de consolidation depuis 1958 doublé d'une crise de gouvernance. Cependant, ne soyons pas naïfs, il y a des agendas. Nous sommes faibles et cela sert d'autres intérêts. La preuve, dans l'indifférence totale, le Tchad a fait valider par la CBLT la faisabilité du projet du transfert des eaux de l'Oubangui et a poussé le cynisme au paroxysme en y ajoutant les eaux de la Kotto. N'eut été la vigilance de quelques fils et filles du Centrafrique mais surtout du Congo Démocratique, la convention d'établissement aurait déjà été signée et nous aurons que nous yeux pour pleurer.

JYN : Faute d'une politique de mobilisation des eaux contre l'assèchement de l'Oubangui, croyez-vous qu'elle disparaîtra un jour ?

CBM : Nous parlons du lac Tchad. Sa surface représente aujourd'hui seulement 10% de ce qu'il était il y a quelques décennies. Le Sarasvatî est un fleuve d'Inde aujourd'hui totalement asséché. La mer d'Aral, un lac d'Asie Centrale situé entre l'Ouzbékistan et le Kazakhstan a connu le même sort. Mais plus proche de nous. Le nom de mon quartier LAKOUANGA vient du nom d'un cours d'eau, LA KOUANGA, qui n'existe plus de nos jours. Or au début du siècle dernier, c'était un cours d'eau qui se jetait dans l'Oubangui. Oui, l'Oubangui peut disparaître si rien n'est fait pour stopper le processus de tarissement.

JYN : Comment sauver la rivière Oubangui ?

CBM : Il faut la soigner ne se donnant les instruments adaptés. Il y a de nombreuses urgences mais la plus aiguë à mon avis est de prendre le contrôle de l'Oubangui. Ce serait d'après moi la réalisation du Barrage de Palambo dont l'étude de faisabilité fut effectuée à la fin des années 80 me semble-t-il. Ce barrage régulateur permettra de stabiliser l'Oubangui et d'augmenter sa période de navigabilité. Sa centrale électrique fournira de l'électricité pour Bangui et une partie du nord de la RDC et du Centre-Sud de la RCA. Concomitamment, il faudra faire les travaux de dérochement du seuil rocheux de Zinga et opérer un dragage de Mobaye à la Confluence avec le Congo. Mais l'Oubangui, ce n'est pas que l'Oubangui, ce sont aussi ses affluents et chacun avec son bassin hydrographique. C'est donc tout cet ensemble qu'il faut inspecter, mettre sous surveillance et au besoin, soigner. Savez-vous que si l'on fait les aménagements nécessaires, il est possible de faire Bambari et Kinshasa ou Brazzaville par Bateau ? l'Oubangui est un énorme atout pour la RCA seulement utilisé à 5%

Mais tout ce qu'on dit n'est que vue de l'esprit pour le moment, l'urgence est d'abord de ramener la paix, de réunifier le territoire, de restaurer la République. Et lorsque nous sortirons de cette période sombre, nous pourrions nous pencher sur l'état de santé de l'Oubangui et de tous nos cours d'eau. J'espère de tout cœur, qu'il ne sera pas trop tard à ce moment-là.

JYN : Mr Clément de Boutet M'Bamba, merci !

CBM : C'est moi qui vous remercie.